

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

## MAPA 25-10

- **Acheteur :**

Agence de services et de paiement (ASP)  
2, rue du Maupas  
87040 LIMOGES cedex 1

**Objet de la consultation : Gestion et conservation d'une partie des archives publiques de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour le site de l'ASP situé à la Réunion**

# Sommaire

---

<b>Article 1. Objet de la consultation.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2. Procédure de passation.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3. Décomposition de la consultation.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4. Pièces constitutives du marché.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 5. Durée du marché et délai d'exécution.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 6. Clause sociale d'insertion .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 7. Protection de l'environnement.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 8. Etablissement des prix du marché .....</b>	<b>10</b>
8.1 Type et forme des prix .....	10
8.2 Contenu des prix.....	10
8.3 Date d'établissement des prix initiaux.....	10
8.4 Révision des prix .....	10
8.4.1 Modalités des Prix révisables : .....	11
Modalités de calcul de la révision des prix.....	11
Périodicité de la révision des prix.....	12
Clause de sauvegarde (le cas échéant).....	12
<b>Article 9. Conditions générales d'exécution.....</b>	<b>12</b>
9.1 Délais d'exécution.....	12
9.2 Lieux d'exécution des prestations.....	13
9.3 Horaires d'interventions .....	13
9.4 Modalités d'engagement des prestations .....	13
<b>Article 10. Conditions particulières d'exécution .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 11. Obligations des cocontractants.....</b>	<b>14</b>
11.1 Obligations communes .....	14
11.2 Obligations de l'ASP .....	14
11.3 Obligations du titulaire .....	14
11.3.1 Obligations générales .....	14
11.3.2 Pièces et attestations.....	15
11.3.3 Modification affectant le titulaire au cours du marché .....	15
<b>Article 12. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 13. Livraison .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 14. Vérification et admission.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 15. Garantie.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 16. Pénalités et réfections .....</b>	<b>16</b>
16.1 Pénalités en cas de retard .....	16
16.1.1 Pénalités en cas de retard liées aux entrées en stock .....	16
16.1.2 Pénalités de retard liées aux destructions, à la sortie définitive .....	16
16.1.3 Pénalités de retard pour les prestations de communication.....	16
16.2 Pénalités relatives à la clause insertion sociale .....	17

16.3	Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale	17
16.4	Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	17
16.5	Autres pénalités.....	17
16.5.1	Pénalités liées à l'inventaire .....	17
16.6	Application des pénalités.....	17
16.7	Réfections.....	18
<b>Article 17. Responsabilité et assurances.....</b>		<b>18</b>
17.1	Responsabilité .....	18
17.2	Assurance.....	18
<b>Article 18. Exécution financière du marché / des marchés.....</b>		<b>18</b>
18.1	Avance.....	18
18.2	Echéancier des paiements/acomptes.....	18
18.3	Solde du paiement des prestations.....	19
18.4	Contenu des demandes de paiement.....	19
18.5	Adresse de facturation.....	19
18.6	Dématérialisation des factures .....	19
18.7	Régime des paiements .....	20
18.7.1	Mode et délai de paiement .....	20
18.7.2	Intérêts moratoires .....	20
<b>Article 19. Retenue de garantie .....</b>		<b>20</b>
<b>Article 20. Cession ou nantissement de créance .....</b>		<b>20</b>
<b>Article 21. Protection des données à caractère personnel .....</b>		<b>20</b>
<b>Article 22. Sous-traitance .....</b>		<b>20</b>
<b>Article 23. Résiliation du marché .....</b>		<b>21</b>
<b>Article 24. Règlement des différends et litiges.....</b>		<b>21</b>
<b>Article 25. Prestations similaires .....</b>		<b>21</b>
25.1	Prestations similaires.....	21
<b>Article 26. Modifications de marché .....</b>		<b>21</b>
26.1	Clause de réexamen.....	21
26.2	Prestations supplémentaires de marché.....	22
26.3	Autres modifications (non substantielles) de marché.....	22
26.4	Autres modifications de marché : Circonstances imprévues .....	22
<b>Article 27. Clauses de sécurité.....</b>		<b>22</b>
27.1	Confidentialité .....	22
<b>Article 28. Dérogations au CCAG.....</b>		<b>23</b>

## Article 1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet les prestations de prise en charge (versements), de conservation et de gestion (communication, destruction) d'une partie des archives publiques de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour la Direction interrégionale Océan Indien, site de la Réunion, de l'ASP.

Les prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP MAPA25-10.

## Article 2. Procédure de passation

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est celle de la procédure adaptée telle que décrite à l'article R2123-1 3° du code susvisé.

## Article 3. Décomposition de la consultation

Les prestations formant un ensemble unique et cohérent, la présente consultation n'est pas allotie, conformément à l'article R2113-3 du code de la commande publique.

La présente consultation consiste en un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 de la commande publique

Il comporte les prestations suivantes :

<b><i>Prestations associées</i></b>
<i>Prestation 1 : Transfert du stock détenu chez un tiers-archiviste</i>
<i>Prestation 2 : transferts d'un site de l'ASP vers le titulaire</i>
<i>Prestation 3 : Conservation</i>
<i>Prestation 4 : Communication de boîte</i>
<i>Prestation 5 : Communication par numérisation</i>
<i>Prestation 6 : Consultation sur place et photocopie</i>
<i>Prestation 7 : Destruction</i>
<i>Prestation 8 : Restitution des archives pour sortie définitive</i>
<i>Prestation 9 : Suivi informatique de la prestation</i>

Les prestations s'exécutent dans les limites inscrites à l'acte d'engagement.

## Article 4. Pièces constitutives du marché

Les documents contractuels régissant le marché sont par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment rempli et signé et son annexe complétée :
  - Annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU)
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : « Protection des données à caractère personnel »,
  - Annexe 2 : « Insertion sociale »
  - Annexe 3 : « RSE »
3. Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses annexes intégrées à la fin du document :
  - Annexe 1 « Inventaire et nature des informations »
  - Annexe 2 : « Description des archives »
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services – FCS (du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021) - non fourni
5. L'offre du titulaire

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Le présent marché, constitué(s) des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

## Article 5. Durée du marché et délai d'exécution

La durée du marché est précisée dans l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution des prestations débute à compter du 01/12/2025.

## Article 6. Clause sociale d'insertion

### • Modalités d'exécution relatives à l'impact social des prestations

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER) de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 2 a notamment pour objectif de faciliter l'insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi par l'activité économique et lutter contre les inégalités.

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande de l'Acheteur. Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Dans l'optique de l'axe 2 de son SPASER, l'Agence évalue la possibilité de faire réaliser tout ou partie de ses différents besoins par une structure du secteur du travail protégé et adapté, de l'insertion par l'activité économique, de l'ESS (etc.) et ce, dès le premier euro. Ainsi, le Titulaire doit être en mesure d'identifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande de l'Acheteur, les entreprises inclusives, parmi ses fournisseurs, concourant à la réalisation des prestations objet du marché.

Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Ces aspects de la prestation sont définis dans l'annexe dédiée.

## • **Modalités de réalisation relatives à la Clause d'insertion par l'activité**

---

### ○ **Les conditions de réalisation et publics visés**

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution du marché comportent des **éléments optionnels** à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.

Le Titulaire peut réaliser une action d'insertion professionnelle visant à promouvoir l'emploi de personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi sur la base d'au moins un des critères suivants :

- Jeune de moins de 26 ans diplômés ou non, sortis du système scolaire depuis plus de 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Demandeur d'emploi de longue durée (+ de 12 mois d'inscription à Pole Emploi),
- Public sénior (+ de 50 ans) demandeur d'emploi depuis au moins 6 mois,
- Publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Allocataire du RSA en recherche d'emploi ou ayant droit,
- Bénéficiaire de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation d'Invalidité.
- Personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ, etc.

L'objectif est de procéder à l'occasion de l'obtention du marché à de nouveaux recrutements et/ou à la mobilisation de personnels sur tout ou partie des tâches confiées au titulaire par l'ASP dans le cadre du présent marché ou dans le cadre d'activités supports nécessaires à son fonctionnement interne.

Les candidats peuvent être identifiés par l'attributaire ou proposés par un dispositif d'accompagnement autre.

En tout état de cause, l'éligibilité de la candidature de ces publics aura été validée dans le cadre du dispositif de suivi des clauses sociales mentionné à l'article identifié ci-après.

### ○ **L'engagement de l'entreprise attributaire**

Le Titulaire s'engage à réserver aux publics définis à l'article ci-dessus le nombre d'heures figurant dans l'annexe dédiée.

La clause sociale d'insertion facultative est réalisée par le Titulaire ou par son (ou ses) sous-traitants ou cotraitant(s). Le total des heures d'insertion mis à la charge de son (ou ses) sous-traitants ou cotraitant(s) doit être calculé au-prorata de la part d'activité réalisée.

○ **Modalités de mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du présent accord-cadre à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe dans l'entreprise Titulaire (CDI, CDD ou alternance),
- 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés,

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI),
  - D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT),
  - D'une Association Intermédiaire (AI),
  - D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).
- 3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'Insertion (EI) ou à une entreprise adaptée (EA). Les coordonnées des structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales ou peuvent être identifiées au moyen du moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion à l'adresse suivante (<https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>)

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci.

○ **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, il a été mis en place un dispositif spécifique d'accompagnement qui peut être sollicité.

Dispositif de suivi des clauses sociales  
Service Achats et Marchés Publics de l'ASP  
Appui-mp@asp-public.fr  
Contact : Jérémie TARDIEN

De son côté, le Titulaire désigne, au plus tard à la date de notification du présent accord-cadre un interlocuteur dont l'identité sera transmise. Il a l'obligation de prendre contact avec le dispositif spécifique d'accompagnement au plus tard dans les trois (3) mois suivant la notification du marché.

○ **Le contrôle de l'action d'insertion**

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé. A cet effet, le Titulaire fournit au dispositif d'accompagnement, tous les éléments relatifs à la situation au regard de l'emploi des candidats pressentis par l'entreprise. De plus, le Titulaire transmet avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles (type de contrat, date d'embauche, poste occupé, nombre d'heures réalisées, etc.) propres à permettre le contrôle régulier des engagements et son évaluation. Après validation des profils par le dispositif d'accompagnement le suivi peut être réalisé à une fréquence trimestrielle.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article dédié.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, **l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du dispositif, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :**

- Comportant une clause sociale d'insertion,
- S'exécutant dans le même délai d'exécution,

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au dispositif d'accompagnement et peut être déclarée recevable aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion,
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés,
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été préalablement validée.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement aux décomptes transmis et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le Titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le dispositif d'accompagnement.

Dans ce cas, ce dernier étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs, les aménager ou les suspendre. En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie de ces documents afférents à ces difficultés transmis à la DREETS ou au juge.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du présent marché, le dispositif d'accompagnement peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

A l'issue de l'exécution du présent accord-cadre, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.



- **Protection de la main d'œuvre, conditions de travail et promotion des personnes en situation de handicap**

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Dans le cadre de sa politique globale, l'ASP souhaite contribuer à l'évolution des représentations sur le handicap afin de mettre en valeur les ressources et les compétences des personnes handicapées.

Les démarches entreprises par le titulaire figurent à l'annexe RSE du présent marché.

En cas de non-respect des engagements pris portés par le présent CCAP et son annexe 3, il sera appliqué, pour chaque heure non réalisée, une pénalité égale à 60 €.

## **Article 7. Protection de l'environnement**

### **7.1. Modalités d'exécution relatives à l'impact environnemental des prestations**

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER) de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 3 : « Participer à la transition écologique et à la mise en œuvre d'un numérique responsable », et son axe 5 : « Réaliser des achats justes et économes en termes d'énergie, de ressources et de prix » ont notamment pour objectif de diminuer l'impact environnemental des achats de l'Agence.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des ressources (notamment via une consommation énergétique raisonnée) et d'émission de gaz à effet de serre.

Dans le cadre de l'élaboration de son bilan carbone et afin de permettre l'intégration de l'impact des prestations de ce marché, le titulaire devra fournir à l'ASP, sur simple demande, les éléments en sa possession.

Par ailleurs, soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable, l'ASP impose au titulaire d'exécuter le marché en fonction de moyens et de méthodologies de travail plus respectueux de l'environnement, inscrits dans une dimension d'éco responsabilité.

Ainsi, les livrables mis à disposition seront sous format dématérialisés. Dans le cas exceptionnel où la distribution de supports ou d'éléments indispensables à la réalisation des prestations objet du marché serait effectuée sous format papier, l'usage de papier recyclé ou, à défaut, de papier issu de forêts gérées durablement, est obligatoire.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, permettent une exécution optimale des prestations mais doivent également concourir à la promotion d'une économie circulaire.

Le cas échéant, ils devront intégrer les concepts de réemploi, de réutilisation ou de recyclage dans leurs conceptions et leurs mises à disposition.

Ces aspects environnementaux de la prestation sont définis dans l'annexe dédiée.

## **7.2 Modalités de réalisation propres au présent accord-cadre**

Conformément à l'article 58 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGECE) et au décret d'application n° 2021-254 du 9 mars 2021, l'Agence de Services et de Paiement s'engage à acquérir des biens issus du réemploi, de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées. Les proportions minimales à respecter pour les différentes catégories de produits sont définies par la réglementation en vigueur.

Le titulaire devrait être en mesure d'identifier les équipements intégrant des matières recyclées ou issus du réemploi/réutilisation dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et fournir, sur demande, les fiches techniques complètes attestant de la conformité des produits aux normes et certifications requises. Ces fiches techniques devront intégrer les proportions de matières recyclées ou issues du réemploi/réutilisation dans sa conception. L'acheteur se réserve le droit de vérifier la conformité des équipements fournis et de demander des justifications supplémentaires si nécessaire.

Les données connues au jour de dépôt de l'offre figurent au mémoire technique du titulaire.

Le titulaire est tenu de transmettre à l'acheteur, en fin d'année civile, un rapport détaillé comprenant :

- Une synthèse quantitative et financière des équipements réseau commandés s'inscrivant dans le cadre du décret AGECE.
- Les informations nécessaires pour établir la déclaration annuelle des achats de biens issus du réemploi, de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

Le titulaire s'engage à participer aux réunions de suivi organisées par l'acheteur et à mettre en œuvre les actions correctives identifiées.

Ecoconception

Il est attendu du titulaire le respect du référentiel général d'éco-conception de service numérique.

Les profils amenés à exécuter les prestations mettent en œuvre les bonnes pratiques de ce référentiel.

Le titulaire devra détailler ses engagements dans le cadre de l'annexe RSE .

En cas de non-respect des engagements pris, le titulaire s'expose aux pénalités décrites à l'article Pénalités relatives à la clause développement durable / environnemental du présent CCAP.

## **Article 8. Etablissement des prix du marché**

### **8.1 Type et forme des prix**

---

Le marché est traité à prix unitaires et définitifs.

### **8.2 Contenu des prix**

---

Les prix de l'ensemble des prestations sont établis hors taxe et en euros.

Les prix figurant dans l'annexe n°1 financière à l'acte d'engagement sont réputés complets et comprennent les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais, notamment de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par l'administration, de déplacement, d'hébergement ou de restauration du personnel du titulaire, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le présent marché.

### **8.3 Date d'établissement des prix initiaux**

---

Les prix initiaux du marché sont établis en euros aux conditions économiques du mois de remise des offres.

### **8.4 Révision des prix**

---

Le marché public est conclu à prix révisibles.

##### Modalités de calcul de la révision des prix

Les prix sont révisés automatiquement par l'acheteur. Ils peuvent donner lieu à une hausse ou à une baisse des prix par référence aux variations du ou des indices présent(s) dans la formule ci-dessous.

Les indices utilisés sont ::

**IRL** = c'est l'indice de référence des loyers (IRL) – Base 100, 4<sup>e</sup> trimestre 1998 (identifiant : 001515333),

**ICHT –TS<sub>rev</sub>** : c'est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges, dans le secteur Transport et entreposage (NAF rév 2 poste H), base 100 en décembre 2008 (identifiant : 001565190),

**IPP** - Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 49.4 - Transport routier de fret et services de déménagement - Prix de marché - Base 2021 - Données trimestrielles brutes (référence 010766514).

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché (P) de la formule suivante:

$$P_1 = P_0 \left( 0,15 + 0,30 \times \frac{IRL_1}{IRL_0} + 0,30 \times \frac{ICHT - TS_{1rev}}{ICHT - TS_{0rev}} + 0,25 \times \frac{IPP_1}{IPP_0} \right)$$

Dans laquelle :

- **IRL<sub>0</sub>** = c'est l'indice de référence des loyers (IRL) – Base 100, 4<sup>e</sup> trimestre 1998 (identifiant : 001515333), correspondant à la valeur définitive publiée sur le site de l'INSEE au mois de remise des offres, soit M<sub>0</sub>
- **IRL<sub>1</sub>** = c'est l'indice de référence des loyers (IRL) – Base 100, 4<sup>e</sup> trimestre 1998 (identifiant : 001515333) correspondant à la dernière valeur ferme non provisoire publiée sur le site de l'INSEE de cet indice 2 mois avant à la date anniversaire de prise d'effet du marché.
- **ICHT –TS<sub>0 rev</sub>** : c'est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges, dans le secteur Transport et entreposage (NAF rév 2 poste H), base 100 en décembre 2008 (identifiant : 001565190), correspondant à la valeur définitive publiée sur le site de l'INSEE au mois de remise des offres, soit M<sub>0</sub>
- **ICHT-TS<sub>1 rev</sub>** = c'est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges, dans le secteur Transport et entreposage (NAF rév 2 poste H), base 100 en décembre 2008 (identifiant : 001565190) - correspondant à la dernière valeur ferme non provisoire publiée sur le site de l'INSEE de cet indice 2 mois avant à la date anniversaire de prise d'effet du marché.
- **IPP<sub>0</sub>** : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 49.4 - Transport routier de fret et services de déménagement - Prix de marché - Base 2021 - Données trimestrielles brutes (référence 010766514), correspondant à la valeur définitive publiée sur le site de l'INSEE au mois de remise des offres, soit M<sub>0</sub>.
- **IPP<sub>1</sub>** : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 49.4 - Transport routier de fret et services de déménagement - Prix de marché - Base 2021 - Données trimestrielles brutes (référence 010766514), correspondant à la dernière valeur ferme non provisoire publiée sur le site de l'INSEE de cet indice 2 mois avant à la date anniversaire de prise d'effet du marché.

Le coefficient final de variation de prix sera calculé sur la base de la sixième décimale et arrondi au millième supérieur. Exemple : Pour 1,034001, le coefficient est arrondi à 1,035.

Si Changement d'indice

En cas d'arrêt d'une série chronologique par l'INSEE, l'ancienne série sera poursuivie par la nouvelle série proposée par l'INSEE.

Si un coefficient de raccordement est proposé par l'INSEE le nouvel indice sera calculé par application de la formule suivante :

Valeur de l'indice à la date t =  $V_{pt} \times C$

Où

- $V_{pt}$  représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante
- C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni (avec le nombre de décimales fournis)

Sans proposition de coefficient de raccordement par l'Insee ce dernier sera calculé selon la formule suivante :

$$C = V_a / V_p$$

Où :

- $V_a$  représente la dernière valeur de la série arrêtée
- $V_p$  représente la valeur de la série poursuivante à la même date

En l'absence de proposition d'une série poursuivante par l'INSEE la série arrêtée sera poursuivie par une nouvelle série INSEE. Cette dernière sera choisie par accord entre le titulaire et l'acheteur avec application d'un coefficient de raccordement (C) calculé comme suit :

$$C = V_a / V_p$$

Où :

- $V_a$  représente la dernière valeur de la série arrêtée
- $V_p$  représente la valeur de la série poursuivante à la même date

Dans le cas où les dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause de révision (disparition ou modification des indices de référence), les nouvelles dispositions en vigueur s'y substitueraient, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Le titulaire informera alors l'ASP des nouveaux indices utilisés et de leurs valeurs retenues.

En aucun cas, une révision des prix ne sera rétroactive.

#### Périodicité de la révision des prix

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de notification du marché par l'application au(x) prix du marché (P) de la formule décrite ci-dessus.

L'initiative de la révision appartient au titulaire ou à l'ASP. Chaque partie doit informer l'autre par mail de son souhait de révision un mois avant la date anniversaire de la notification du présent marché. A défaut de demande, l'ancien tarif s'applique.

L'application des nouveaux tarifs ne pourrait se faire que dans un délai de 30 jours après leur réception.

Les nouveaux prix, dûment révisés, s'appliquent à toutes les commandes émises à partir du 1<sup>er</sup> jour d'application des prix révisés.

En aucun cas, une révision des prix ne sera rétroactive.

#### Clause de sauvegarde (le cas échéant)

Si la hausse annuelle résultant de la révision est supérieure de 5% aux prix initiaux du marché, l'ASP se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité pour sa partie non exécutée, hausse précédente comprise.

## **Article 9. Conditions générales d'exécution**

Le titulaire doit exécuter les prestations de l'accord-cadre dans le respect des dispositions contractuelles et sur la base des coûts indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

### **9.1 Délais d'exécution**

Le délai d'exécution de chaque prestation est indiqué dans les articles 3.2 à 3.10 du CCTP.

Un même bon de commande peut être délivré pour l'exécution d'une ou plusieurs prestations successives ou simultanées.

## **9.2 Lieux d'exécution des prestations**

---

Les prestations d'enlèvement seront réalisées par le titulaire dans les locaux internes et/ou externes des sites de l'ASP ou chez un archiver professionnel.

Le nom des archiveurs, où les boîtes d'archives sont conservées actuellement est indiqué à l'article 2.2.5 du CCTP.

## **9.3 Horaires d'interventions**

---

La plage à couvrir pour les prestations d'entrée en stock, de transmission des boîtes ou des dossiers pourra s'étendre sur le créneau entre 8h00 et 18h00. La prestation de conservation s'opère 24h/24.

## **9.4 Modalités d'engagement des prestations**

---

L'ensemble des prestations feront l'objet de bons de commande sur la base des tarifs figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le président directeur général de l'ASP ou son représentant.

Les bons de commande seront adressés au titulaire du présent marché par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (courriel avec accusé de réception). La date de réception vaut date de notification.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire disposera de **15 jours ouvrés** au maximum à compter de la date de notification de chaque bon de commande (soit la date de l'avis de réception postal ou la date de l'accusé de réception du courriel), pour présenter ses observations par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception.

Les observations du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande, transmis selon le même formalisme.

Chaque bon de commande comporte les éléments suivants :

- la référence au marché
- la désignation de la prestation commandée,
- le cas échéant, le délai d'exécution
- le cas échéant, la date de début des prestations,
- le cas échéant, la date de fin des prestations,
- toute précision utile quant à l'exécution des prestations,
- les montants totaux HT et TTC
- le taux et le montant de la TVA
- les informations ASP Chorus (n° SIRET ; TVA CEE ; Code service, n° marché, n° EJ)

Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'à la date de fin du marché et devront s'exécuter, en fonction des prestations, dans les délais prévus au CCTP et au plus tard 6 mois après la fin du marché.

## **Article 10. Conditions particulières d'exécution**

Pour assurer le bon déroulement de l'exécution du présent marché, le nom et les coordonnées du/des personne(s) responsable(s) du suivi du marché à l'ASP seront communiqués au titulaire au lancement du marché.

Le titulaire désignera dans son offre le responsable du suivi du marché habilité à le représenter.

En cours d'exécution, à la demande l'ASP, un point avec le représentant du titulaire est réalisé sur l'ensemble des prestations confiées, réalisées et prévisionnelles.

## **Article 11. Obligations des cocontractants**

### **11.1 Obligations communes**

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations, objets du présent marché.

La langue de travail est le français. Tous les documents afférant au marché sont rédigés en langue française.

### **11.2 Obligations de l'ASP**

L'ASP :

- met à la disposition du titulaire les matériels, bureaux, moyens de communication et plus généralement l'ensemble des fournitures nécessaires à la réalisation de la prestation, lorsque les prestations se déroulent dans les locaux de l'ASP,
- s'assure de la participation effective de son personnel aux activités et réunions qui le concernent,
- assure toutes facilités au titulaire pour l'exécution de ses prestations.

### **11.3 Obligations du titulaire**

#### **11.3.1 Obligations générales**

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de résultats relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde.

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir l'ASP informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché/des marchés,

Le titulaire doit garantir la qualité de ses livrables.

Le titulaire s'engage à garder confidentielles toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de cet accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

- Concernant les entrepôts de conservation

En cas de modification des lieux de stockage par le titulaire, celui-ci devra en informer le site de l'ASP concerné trois mois calendaires avant le déménagement effectif des archives. **Le nouveau site de conservation doit être agréé pour l'externalisation d'archives publiques sur support papier.**

- Conformité aux règles de conservation des archives publiques

Le candidat doit obligatoirement être titulaire de l'agrément réglementaire pour l'externalisation d'archives publiques sur support papier (code du Patrimoine).

D'autre part, ces locaux sont susceptibles de faire l'objet d'une visite de la part d'un membre du personnel de l'ASP tout au long de l'exécution du marché.

- Confidentialité

Le personnel du titulaire est soumis au secret professionnel dans les conditions définies par le code du Patrimoine (partie législative L. 211-3) et par l'article 226-13 du Code pénal, sous peine d'engager sa responsabilité.

Le titulaire s'engage à ne communiquer en aucun cas à un tiers, ni les archives qui lui sont confiées ni même une reproduction de ces archives, sans l'autorisation écrite et préalable d'un responsable habilité du site concerné de l'ASP.

Le titulaire certifie que le serveur informatique sur lequel figure le fichier des données de l'ASP est protégé de toute intrusion.

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales encourues, celui-ci s'expose à l'application des mesures de résiliation prévues à l'article 23 du présent CCAP.

### 11.3.2 Pièces et attestations

Le titulaire (et ses éventuels co-traitants) est (ou sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, de mettre l'acheteur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASP dès sollicitation, à l'adresse suivante : <http://www.e-Attestations.com>.

### 11.3.3 Modification affectant le titulaire au cours du marché

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- à un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), L2341-1, L2341-3, L2341-4 et L2341-5 du code de la commande publique,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché, en particulier les changements de lieux de stockage (cf art 2.2.4 du CCTP).

## Article 12. Propriété intellectuelle

Il est fait application des articles 34-35-36-37 du CCAG FCS.

## Article 13. Livraison

Il sera fait application des dispositions de l'article 21 du CCAG-FCS.

## Article 14. Vérification et admission

Les opérations de vérifications seront effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 29 du CCAG-FCS et donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de constatation.



Avant la présentation des prestations aux opérations de vérification, le titulaire aura effectué, ou fait effectuer, tous les contrôles démontrant la conformité des prestations aux exigences du CCTP.

## **Article 15. Garantie**

Pour l'ensemble des prestations, la garantie technique est une garantie de bonne exécution qui s'exercera dans les conditions de l'article 33 du CCAG-FCS.

## **Article 16. Pénalités et réfections**

Les pénalités seront réglées par précompte sur les sommes dues au titre d'avances, d'acomptes, paiements partiels définitifs, et solde ; la fixation de leur montant déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

Les pénalités sont appliquées sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Toutes les pénalités, quelles qu'elles soient, sont cumulables entre elles. Le montant total des pénalités ne peut pas représenter plus de 20% du montant total dû au titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG- FCS, les pénalités sont décrites comme suit :

### **16.1 Pénalités en cas de retard**

#### *16.1.1 Pénalités en cas de retard liées aux entrées en stock*

En cas de non-respect des délais d'exécution prévus aux articles 3.2.2 et 3.3.1 du CCTP du présent marché, concernant la prise en charge des archives chez un tiers archiveur ou sur le site de l'ASP, une pénalité forfaitaire de 100 euros HT par jour ouvré de retard et par ML pourra être appliquée.

#### *16.1.2 Pénalités de retard liées aux destructions, à la sortie définitive*

En cas de non-respect des délais d'exécution prévus aux articles 3.8.2 et 3.9.2 du CCTP du présent marché, imputable au titulaire, l'ASP ne sera pas redevable des coûts de conservation relatifs au volume d'archives concerné par la prestation retardée.

En outre, une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour ouvré et par mètre linéaire pourra être appliquée à la totalité du volume concerné par la prestation retardée. De plus la conservation des ML non détruits dans le délai d'exécution indiqué au CCTP ne sera pas payée.

#### *16.1.3 Pénalités de retard pour les prestations de communication*

En cas de non-respect des délais d'exécution relatifs aux prestations de communication de boîtes prévues aux articles 3.5.2 et 3.6.2 du CCTP du présent marché, imputable au titulaire, celui-ci encourt une pénalité, calculée par application de la formule suivante :

$$P = M \times 0,5J$$

dans laquelle,

P est le montant des pénalités,

M est le montant HT de la prestation en retard,

J est le nombre de jours ouvrés de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités de retard sont applicables dès le premier euro.



## **16.2 Pénalités relatives à la clause insertion sociale**

---

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures de clause sociale dont la responsabilité est imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité à hauteur de 60 € par heure non réalisée.

En l'absence ou refus de transmission par le titulaire des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera appliqué une pénalité égale à 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'ASP.

## **16.3 Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale**

---

En cas de non-respect des obligations relatives aux obligations portées par le présent CCAP et aux engagements du titulaire figurant dans l'annexe dédiée le cas échéant, il sera appliqué, pour chaque manquement observé, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 75 €.

## **16.4 Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

---

Conformément à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 27 du CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article dédié du présent CCAP

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

## **16.5 Autres pénalités**

---

### **16.5.1 Pénalités liées à l'inventaire**

---

Lorsque les informations portées sur les boîtes et constituant l'inventaire n'auront pas été correctement inscrites dans le fichier électronique au moment de l'entrée en stock (libellé et positionnement dans les rubriques), une pénalité de 10 euros HT par boîte pourra être appliquée ; la rectification de l'erreur sera opérée par le titulaire dès son signalement écrit par l'ASP (courrier ou courriel).

Si une boîte, demandée par l'ASP, fait l'objet d'une recherche infructueuse due à une mauvaise reprise des données mentionnées sur le dos des boîtes ou de l'inventaire transmis par l'ASP, une pénalité équivalente à 2 fois le coût de prestation de communication d'une boîte sera appliquée.

## **16.6 Application des pénalités**

---

Le titulaire encourt les pénalités indiquées ci-dessus, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne lui sont pas imputables. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un évènement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Le montant des pénalités sera calculé mensuellement et imputé sur la facture de la période en cause / par émission d'un OR, etc.

## 16.7 Réfections

Conformément à l'article 30 du CCAG FCS, si après demande dûment motivée de l'ASP, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes de l'acheteur telles que définies dans les documents du marché et non conforme à la proposition technique du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire pourra présenter ses observations.

## Article 17. Responsabilité et assurances

### 17.1 Responsabilité

La responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour tout manquement à ses obligations contractuelles et préjudice découlant directement de l'inexécution du marché lorsqu'elle sera exclusivement de son fait, et devra réparation du dommage causé à l'ASP.

Le Titulaire sera tenu responsable de tout dommage direct ou corporel, matériel ou immatériel, causé par lui à l'ASP ou à un tiers du fait de l'exécution du marché.

Sa responsabilité doit résulter d'une faute prouvée et ne peut être invoquée pour les dommages découlant indirectement de son fait.

Le Titulaire ne pourra être tenu pour responsable du non-respect des délais fixés dans la mesure où un événement surviendrait sur lequel il n'aurait pas de contrôle, tels que les cas de force majeure ou de catastrophe naturelle.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas de préjudice subi par l'ASP et résultant d'une inexécution par elle de ses obligations.

Dans l'hypothèse où le Titulaire identifie un événement, dans la survenance duquel il n'a aucune responsabilité, notamment un cas de force majeure, et qui est de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels, il peut demander une prolongation du délai d'exécution dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS. L'admission par l'ASP d'un cas de force majeure ou d'une cause exonératoire exclut, de ce chef seulement, l'engagement de la responsabilité du Titulaire et l'application des pénalités pour le retard consécutif à l'événement invoqué par le Titulaire.

### 17.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné dans l'exécution du présent marché, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## Article 18. Exécution financière du marché / des marchés

### 18.1 Avance

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS, il est fait application de l'option A.

### 18.2 Echancier des paiements/acomptes

Echéancier des paiements :

L'ensemble des prestations fait l'objet d'un paiement à terme échu après attestation du service fait et transmission de la facture correspondante.

Le coût de stockage d'une nouvelle entrée en stock ne sera pris en compte dans le calcul du prix de la conservation que le mois suivant l'opération.

La facturation de la conservation se fera mensuellement à terme échu.

Aucun acompte ne sera versé au titre de ce marché.

### 18.3 Solde du paiement des prestations

---

Le paiement du solde de chaque bon de commande sera effectué après vérification et réception des prestations commandées, sur présentation de la facture adressée selon les dispositions de l'article dédié du présent CCAP, et accompagnée de la décision de réception.

La fin de la dernière prestation exécutée au titre de l'accord-cadre permet de procéder aux opérations de solde de l'accord-cadre.

### 18.4 Contenu des demandes de paiement

---

Les factures afférentes au marché seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier
- Le numéro de son compte bancaire ou postal
- Le numéro et la date du marché, le numéro du bon de commande
- La dénomination de la prestation
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- La date de facturation
- Le numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures.

La TVA est appliquée en sus à chaque facturation, **au taux légal en vigueur au moment du fait générateur.**

### 18.5 Adresse de facturation

---

Les factures seront adressées au siège de l'ASP :

**ASP**

2 Rue du Maupas

87040 LIMOGES cedex 1

A l'attention de la **direction financière juridique et logistique, service logistique et patrimoine**

### 18.6 Dématérialisation des factures

---

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret 2019-7488 du 18 juillet 2019, le titulaire doit dématérialiser ses factures sur Chorus Pro. Elles doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, **cumulativement et obligatoirement**, les informations suivantes :

- Le **numéro SIRET** unique de l'ASP : **130 006 372 00010**
- Le(s) **code(s) service(s) facturé(s)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande, le cas échéant
- Le **numéro d'engagement (n° d'EJ)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »)

Par ailleurs, il est également demandé de renseigner :

- Le(s) **numéro(s) de marché**, communiqué au titulaire après notification

Ce nouveau processus de facturation impose que des factures séparées soient produites en fonction du type de prestation (forfaitaire, à bons de commande, sans EJ préalable).

## 18.7 Régime des paiements

### 18.7.1 Mode et délai de paiement

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de prix et de paiement du présent marché.

Les paiements sont effectués par virement. Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture et/ ou du service fait, sauf suspension du délai global de paiement (DGP) dans les conditions fixées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ASP.

### 18.7.2 Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

## Article 19. Retenue de garantie

Sans objet.

## Article 20. Cession ou nantissement de créance

Conformément à l'article 4.2.2 CCAG-FCS, si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, l'acheteur lui remet sur demande un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (R2191-46, R2191-47 et R2191-51 du code de la commande publique).

Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable public assignataire avant toute demande de paiement.

## Article 21. Protection des données à caractère personnel

Les éléments relatifs à la protection des données personnelles sont traités dans l'annexe 1 au présent CCAP.

## Article 22. Sous-traitance

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG FCS.

Il est précisé que le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

## Article 23. Résiliation du marché

### - Pour motif d'intérêt général

L'ASP peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

Il est fait application de l'article 38 du CCAG-FCS.

### - Pour tous les autres cas

Il est fait application des articles 39 à 41 du CCAG-FCS.

Dans tous les cas de résiliation pour faute du titulaire, il **ne sera dû aucune indemnité de résiliation**.

## Article 24. Règlement des différends et litiges

L'acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché.

Il est fait application des articles 46 du CCAG-FCS.

Les parties peuvent également se prévaloir de l'article R2197-16 et l'article R2197-24 du code de la commande publique et soumettre le différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges compétents.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le médiateur ou les comités susvisés, le tribunal administratif compétent est celui du ressort du lieu du siège de l'ASP.

## Article 25. Prestations similaires

### 25.1 Prestations similaires

L'ASP se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## Article 26. Modifications de marché

### 26.1 Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année résultant :

- d'une modification réglementaire ;
- de l'obsolescence d'une référence et de la nécessité de son remplacement par une nouvelle.

L'acheteur peut intégrer des prix nouveaux dans les conditions et limites cumulatives suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet du marché ;
- prix intégrés à l'intérieur d'une famille du bordereau des prix ;
- prix ne dépassant pas le montant le plus élevé de la famille concernée;
- le nombre d'items ajoutés au bordereau des prix dans les conditions précédentes ne devra pas dépasser 10 % du nombre total d'items sur la durée totale d'exécution du contrat (par exemple sur 1 000 prix au BPU, 100 prix nouveaux pourront au maximum être ajoutés par OS) ;
- le recours aux mécanismes des prix nouveaux ne modifie pas les conditions initiales de la mise en concurrence du marché.

Ce type de modification sera alors réalisé par la notification par l'ASP d'un Ordre de Service au titulaire.

## **26.2 Prestations supplémentaires de marché**

---

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194-2, R2194-3, R2194-4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin de faire réaliser, si besoin, des prestations supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

## **26.3 Autres modifications (non substantielles) de marché**

---

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 la possibilité de modifier le présent marché.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

## **26.4 Autres modifications de marché : Circonstances imprévues**

---

L'ASP se réserve aussi le droit de modifier le marché lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues en application des dispositions de l'article R2194-5 dans la limite de 50% du montant initial du marché.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

## **Article 27. Clauses de sécurité**

---

### **27.1 Confidentialité**

---

En plus des dispositions de l'article 5.1 du CCAG-FCS, chacune des parties s'interdit, pendant la durée du marché/contrat et une période de cinq (5) ans suivant le terme ou la résiliation de celui-ci, de divulguer à des tiers, directement ou indirectement, les informations de nature « confidentielle », ce terme recouvrant toutes informations ou données qu'elle aura reçues de l'autre partie, ou qu'elle aura reçues pour le compte de l'autre partie, ou dont elle aurait pris connaissance dans le cadre du marché.

Sont considérées comme confidentielles, les informations classifiées C2 à C4 ou dont le propriétaire a spécifié son caractère « confidentiel ».

Elle s'interdit également, pendant cette même période, d'utiliser lesdites informations à d'autres fins que l'exécution du marché, ainsi que de les communiquer à des membres de son personnel n'ayant pas le besoin d'en connaître.

Le titulaire certifie que les informations en sa possession concernant les travaux effectués dans le cadre du présent marché, que les données financières ainsi que les données à caractère personnel manipulées pour produire les différents documents objets du marché/contrat seront supprimées de tout support informatique et qu'aucune édition ou copie ne sera conservée par le titulaire à l'issue du marché.

Le titulaire, respectant ses engagements en matière de sécurité, mettra en œuvre toutes actions nécessaires afin d'assurer la confidentialité des informations, données et traitements, et au même niveau de précaution que le titulaire prend pour protéger ses propres informations confidentielles.

Le titulaire se porte garant du respect par son personnel de cette obligation de confidentialité.

Le titulaire renonce à publier, reproduire, traduire ou mettre sur le marché des éléments dont il aura

cédé les droits, il est seulement autorisé à faire état dans ses références professionnelles de l'existence et du contenu succinct de la prestation réalisée.

L'ASP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées, par le titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions légales en vigueur.

L'ASP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de non-respect des dispositions précitées.

## **Article 28. Dérogations au CCAG**

Les dérogations au CCAG FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

<b>Articles du présent CCAP</b>	<b>Articles du CCAG auquel il est fait dérogation</b>
16	14